

**Specimen of Belgium's form of providing proof of sponsorship  
and/or private accommodation**

Verpflichtungserklärung  
Formal Obligation

Souscrit conformément à l'article 3bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers y inséré par la loi du 15 juillet 1996 et à l'article 17/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y inséré par l'arrêté royal du 11 décembre 1996

Je, soussigné(e) Ich, der/die Unterzeichnende I, the undersigned

nom / Name / name

prénom(s) / Vorname(n) / first name

né(e) le / à / Geburtstag und -ort / date and place of birth

nationalité / Staatsangehörigkeit / nationality

document d'identité<sup>(1)</sup> ou titre de séjour<sup>(1)</sup> / Identitätsdokument<sup>(1)</sup> - Aufenthaltstitel<sup>(1)</sup> / identity<sup>(1)</sup> or residence document<sup>(1)</sup>

adresse complète / wohnhaft in / full adress

profession / beruf / profession

m'engage à l'égard de l'Etat belge, de tout C.P.A.S. compétent et du (de la) nommé(e) ci-dessus, à prendre en charge les soins de santé, les frais de séjour et de rapatriement de :

nom / Name / name

prénom / Vorname(n) / first name

né(e) le / à / geboren am / in / born on / at

nationalité / Staatsangehörigkeit / nationality

passeport n° / Reisepass-Nr. / passport No.

adresse / wohnhaft in / adress

<sup>(1)</sup> type / Art / type

numéro / Nummer / number

<sup>(2)</sup> nom / Name / name

prénom / Vorname / first name

date de naissance / Geburtsdag / date of birth

sexe / Geschlecht / sex

accompagné(e) de son conjoint<sup>(2)</sup> / und folgende seie/ihn begleitende Personen, nur Ehegatten<sup>(2)</sup> / accompanied by spouse<sup>(2)</sup>accompagné(e) de son (ses) enfant(s) mineur(s) à charge<sup>(2)</sup> / und Kinder<sup>(2)</sup> / accompanied by children<sup>(2)</sup>

Le garant est, avec l'étranger, solidairement responsable du paiement des frais mentionnés à l'article 3 bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, pendant une période de deux ans à partir du jour où l'étranger est entré sur le territoire des Etats parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, muni des documents requis à l'article 2 de la loi.

Le garant est exonéré de sa responsabilité s'il apporte la preuve que l'étranger a quitté le territoire des Etats parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen, signée le 19 juin 1990.

Le garant ne peut se désister de son engagement de prise en charge que si le Ministre ou son délégué accepte un nouvel engagement souscrit par une autre personne.

☐ **étranger dispensé de l'obligation de visa**

Lorsque l'engagement de prise en charge souscrit à l'égard d'un étranger dispensé de l'obligation de visa, a été accepté par le Ministre ou son délégué, il doit être utilisé par l'étranger pour entrer sur le territoire des Etats parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, dans un délai de six mois à partir de la date mentionnée ci-dessous, à laquelle le garant est invité par le bourgmestre ou son délégué à venir retirer l'engagement de prise en charge.

Le garant a été invité à retirer l'engagement de prise en charge à partir du .....<sup>(2)</sup>

Signature du bourgmestre ou de son délégué

SCEAU

☐ **étranger soumis à l'obligation de visa**

Lorsque l'engagement de prise en charge souscrit à l'égard d'un étranger soumis à l'obligation de visa a été légalisé, l'étranger à l'égard duquel il a été souscrit, doit se présenter dans un délai de six mois à partir de la date de la légalisation mentionnée au recto, auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger, pour y produire l'engagement de prise en charge légalisé et les documents suivants :

- 1° une fiche de salaire ou un document établi par une autorité publique, attestant les revenus nets ou bruts, mensuels ou annuels, du garant ou, à défaut de pouvoir produire une de ces pièces, tout document mentionnant le montant de ses ressources;
- 2° un document attestant que le garant possède la nationalité belge ou qu'il est autorisé ou admis à séjourner en Belgique pour une durée illimitée.

- ☐ la demande de visa a été introduite auprès du poste diplomatique ou consulaire belge de : .....  
☐ la demande de visa sera introduite auprès du poste diplomatique ou consulaire belge de : ..... } <sup>(1)</sup>

≈ recevable

≈ irrecevable <sup>(3) (4)</sup> (1)

≈ accepté

≈ refusé <sup>(2) (3)</sup>

SPECIMEN

Fait à ..... , le .....

Le Ministre de .....  
Le délégué du ministre de ..... } <sup>(1) (5)</sup>

SCEAU

LA PRESENTE PRISE EN CHARGE NE CONSTITUE UNE PREUVE DES MOYENS DE SUBSISTANCE SUFFISANTS DANS LE CHEF DE L'ETRANGER (DES ETRANGERS) A L'EGARD DUQUEL (DESQUELS) ELLE EST SOUSCRITE QUE SI ELLE EST LEGALISEE PAR LE BOURGMESTRE OU SON DELEGUE, SI ELLE EST DECLAREE RECEVABLE ET SI ELLE EST ACCEPTEE PAR LE MINISTRE OU SON DELEGUE.

Date et signature du garant

Vu pour la légalisation de la signature de .....

Fait à ....., le .....

Signature du bourgmestre ou de son délégué,

SCEAU

<sup>(1)</sup> Indiquer la (les) hypothèse(s) applicable(s).

<sup>(2)</sup> Cette rubrique ne doit être complétée que dans le cas où l'engagement de prise en charge est souscrit à l'égard d'un étranger qui n'est pas soumis à l'obligation du visa.

<sup>(3)</sup> Motivation en droit et en fait.

<sup>(4)</sup> Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision. Une demande de suspension peut être introduite conformément à l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980. Sauf le cas d'extrême urgence, la demande de suspension et le recours en annulation doivent être introduits par un seul et même acte.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours et la demande visés ci-dessus sont formés par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et dans l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers. Ils sont introduits auprès du Conseil par pli recommandé à la poste, sous réserve des dérogations prévues par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

Sous réserve de l'application de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980, l'introduction d'un recours en annulation et d'une demande de suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

<sup>(5)</sup> Indiquer la qualité du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.

Onverschreven overeenkomstig artikel 3bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd door de wet van 15 juli 1996, en van artikel 17/2 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd door het koninklijk besluit van 11 december 1996.

**Ik ondergetekende,**

Ich, der/die Unterzeichnende

I, the undersigned

naam / Name / name

• •

voorna(a)m(en) / Vorname(n) / first name

geboren te / op / Geburtstag und -ort / date and place of birth

nationaliteit / Staatsangehörigkeit / nationality

identiteitsdocument <sup>(1)</sup> of verblijfstitel <sup>(1)</sup> / Identitätsdokument <sup>(1)</sup> - Aufenthaltstitel <sup>(1)</sup> / identity <sup>(1)</sup> or residence document <sup>(1)</sup>

volledig adres / wohnhaft in / full address

beroep / beruf / profession

verbind mij ten opzichte van de Belgische Staat, van elk bevoegd O.C.M.W. en van de hieronder vermelde persoon om diens kosten van gezondheidszorgen, verblijf en repatriëringskosten ten laste te nemen.

naam / Name / name

voorna(a)m(en) / Vorname(n) / first name

geboren te / op / geboren am / in / born on / at

nationaliteit / Staatsangehörigkeit / nationality

paspoort n° / Reisepas-Nr. / passport No.

adres / wohnhaft in / adress

<sup>(1)</sup> type / Art / type

nummer / Nummer / number

<sup>(2)</sup> naam / Name / name

voornaam / Vorname / first name

geboortedatum / Geburtstag / date of birth

geslacht / Geschlecht / sex

vergezd van zijn/haar echtgeno(o)t(e) <sup>(2)</sup> / und folgende seie/ihn begleitende Personen, nur Ehegatten <sup>(2)</sup> / accompanied by spouse <sup>(2)</sup>

vergezd van zijn/haar minderjarig(e) kind(eren) ten laste <sup>(2)</sup> / und Kinder <sup>(2)</sup> / accompanied by children <sup>(2)</sup>

Vanaf de dag dat de vreemdeling het grondgebied van de Staten die partij zijn bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, binnengekomen is, voorzien van de documenten vereist bij artikel 2 van de wet, is de garant samen met de vreemdeling gedurende een periode van twee jaar hoofdelijk aansprakelijk voor het betalen van de in artikel 3bis, eerste lid, van de wet vermelde kosten.

De garant is vrijgesteld van deze aansprakelijkheid indien hij het bewijs levert dat de vreemdeling het grondgebied van de Staten die partij zijn bij de Uitvoeringsovereenkomst van Schengen, ondertekend op 19 juni 1990, verlaten heeft.

De garant kan enkel afstand doen van de verbintenis tot tenlasteneming indien de Minister of zijn gemachtigde een nieuwe verbintenis aanvaardt, die door een andere persoon ondertekend werd.

### vreemdeling vrijgesteld van de visumplicht<sup>1</sup>

Indien de verbintenis tot tenlasteneming die aangegaan werd ten opzichte van een vreemdeling die vrijgesteld is van de visumplicht, aanvaard werd door de Minister of diens gemachtigde, moet zij door de vreemdeling aangewend worden om het grondgebied van de Staten die partij zijn bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, binnen te komen binnen een termijn van zes maanden vanaf de hieronder vermelde datum waarop de garant door de burgemeester of diens gemachtigde wordt uitgenodigd om de aanvaarde verbintenis tot tenlasteneming te komen afhalen.

De garant werd uitgenodigd om vanaf...  
...de aanvaarde verbintenis tot tenlasteneming te komen afhalen <sup>(2)</sup>.  
Handtekening van de burgemeester of zijn gemachtigde.

STEMPEL

### vreemdeling onderworpen aan de visumplicht<sup>1</sup>

Indien de verbintenis tot tenlasteneming die aangegaan werd ten opzichte van een vreemdeling die onderworpen is aan de visumplicht, gelegaliseerd werd, moet de vreemdeling ten opzichte van wie zij werd aangegaan, zich binnen een termijn van zes maanden vanaf de hieronder vermelde datum van legalisatie, aanbieden bij de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van oponthoud in het buitenland om er samen met de gelegaliseerde verbintenis tot tenlasteneming de volgende documenten over te leggen :

1. een loonfiche of een document, opgesteld door een openbare overheid, waaruit de maandelijkse of jaarlijkse netto-/bruto-inkomsten van de garant blijken of wanneer hij één van deze stukken niet kan voorleggen, enig ander document waarin het bedrag van de inkomsten van de garant vermeld wordt;
2. een document waaruit blijkt dat de garant de Belgische nationaliteit bezit of dat hij gemachtigd of toegelaten is om voor onbepaalde duur in België te verblijven.

de visumaanvraag werd ingediend bij de Belgische diplomatieke of consulaire post van .....

.....  
de visumaanvraag werd ingediend bij de Belgische diplomatieke of consulaire post van .....

(1)

- ☐ Ontvankelijk
- ☐ Ontontvankelijk <sup>(3) (4)</sup>
- ☐ Aanvaard
- ☐ Verworpen <sup>(3) (4)</sup>

**SPECIMEN**

Te..... op.....  
De Minister van .....  
De gemachtigde van de Minister van ..... <sup>(1) (5)</sup>

STEMPEL

ONDERHAVIGE TENLASTENEMING VORMT SLECHTS EEN BEWIJS VAN VOLDOENDE MIDDELEN VAN BESTAAN IN HOOFDE VAN DE VREEMDELING (DE VREEMDELINGEN) TEN OPZICHT VAN WIE ZE IS AANGEGAAN, INDIEN ZE GELEGALISEERD WORDT DOOR DE BURGEMEESTER OF ZIJN GEMACHTIGDE EN INDIEN ZE ONTVANKELIJK VERKLAARD WORDT EN AANVAARD WORDT DOOR DE MINISTER OF DIENS GEMACHTIGDE.

Datum en handtekening van de garant

Handtekening van de burgemeester of zijn gemachtigde,

Gezien voor wettiging van de handtekening van.....

Te....., op.....

STEMPEL

<sup>(1)</sup> De toepasselijke hypothese(s) aanduiden.

<sup>(2)</sup> Deze rubriek dient enkel ingevuld te worden in het geval dat de verbintenis tot tenlasteneming wordt aangegaan ten opzichte van een vreemdeling die niet onderworpen is aan de visumplicht.

<sup>(3)</sup> Motivering in rechte en in feite.

<sup>(4)</sup> Overeenkomstig de artikelen 14 en 17 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, is deze beslissing vatbaar voor een beroep tot nietigverklaring en voor een vordering tot schorsing bij de Raad van State.

Dit beroep en deze vordering dienen te worden ingediend binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De vordering tot schorsing moet bij een afzonderlijke akte en uiterlijk samen met het verzoekschrift tot nietigverklaring worden ingesteld.

Het beroep tot nietigverklaring en de vordering tot schorsing moeten worden ingediend d.m.v. een verzoekschrift, dat gedagtekend en ondertekend moet zijn, hetzij door de partij, hetzij door een advocaat en dat bij ter post aangetekend schrijven moet verzonden worden aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel. Het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing, schorst de tenuitvoerlegging van onderhavige beslissing niet.

<sup>(5)</sup> De hoedanigheid van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, aanduiden.